

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{me} ANNEE — N° 120
31 janvier - 13 février 1972

LE NUMERO :
0,50 F

LE P. C. F. ET LA DEFENSE NATIONALE

Les saturnales de la contre-révolution

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » C'est par ce cri de guerre que la classe ouvrière a fait son entrée sur la scène politique du monde, dotée du programme qui est l'instrument nécessaire de son émancipation.

Tout au long du XIX^e siècle et dans les premières décennies du XX^e, sa devise fraternelle « Les prolétaires n'ont pas de patrie » a fait trembler de frayeur et de rage les classes dominantes. Dans l'internationalisme prolétarien, toute l'humanité "civilisée", c'est-à-dire bourgeoise, reconnaissait son ennemi mortel : le Communisme.

Aujourd'hui, en 1972, c'est-à-dire cent vingt-cinq ans après le Manifeste Communiste, nous vivons la contre-révolution la plus profonde que le prolétariat ait jamais connue. La bourgeoisie a remporté un triomphe absolu, total et, aimerait-elle croire définitif. Tous les Etats de la planète ne jurent plus que par l'industrie, le commerce et le progrès. A l'ONU, où les disputes sont parfois vives, ils célèbrent à l'envi leur solidarité indissoluble : dure concurrence, bonne paix, telle est la sagesse de l'époque.

Sa première victoire contre l'internationalisme prolétarien, la bourgeoisie la remporta dès 1914, quand l'immense majorité des partis de la Deuxième Internationale envoya les ouvriers d'Europe s'entrégorger, en échange parfois de quelques fauteuils ministériels. Ni la victoire des bolcheviks en Octobre 1917, ni les efforts des jeunes partis de la Troisième Internationale ne suffirent à renverser le courant, ces derniers étant pour la plupart mal nés et donc vulnérables. Les efforts conjugués de la social-démocratie et du fascisme eurent assez facilement raison de la menace prolétarienne en Europe occidentale. En Russie, l'Etat banquier, entrepreneur et commerçant universel put ainsi échapper au contrôle des communistes et les broyer dans ses rouages. Repoussant la plus dure attaque qu'il ait jamais subie, le Capital remporta du coup sa plus grande victoire, puis ce fut au nom du Communisme qu'il se développa avec impétuosité dans « le pays des Soviets », c'est-à-dire dans un sixième des terres émergées. Pendant cinquante ans, tout ce que l'intelligentsia planétaire comptait de crânes savants se mit à mesurer les mérites respectifs du capitalisme et du « socialisme » à l'aune du rendement et du rythme de la croissance économique, vénérant ce qu'elle avait cru détester...

Le déchaînement barbare de la seconde guerre impérialiste ne mit pas un terme à cette contre-révolution : broyé et vendu par les partis du Komintern, le prolétariat fut envoyé au carnage par le nazisme, la démocratie et le « soviétisme ». Vingt-sept ans après l'Auschwitz nazi et l'Hiroshima démocratique, l'idéologie du Capital, sorti plus virulent que jamais de cette deuxième vague de destruction, pèse de tout son poids sur le prolétariat international. Les plus grands centres

de l'accumulation capitaliste, les USA et la Russie, ont beau se partager le globe, jouer le jeu barbare qui consiste à pousser des pions, des peuples entiers, sur l'échiquier diplomatique, faire saigner périodiquement les limites de leurs empires, la classe ouvrière prend encore leur concurrence de brigands pour une lutte entre Capitalisme et Communisme, du moins dans une certaine mesure. Dans les pays européens, chaque parti se doit de trancher le nœud gordien : l'OTAN ou le Pacte de Varsovie ? L'Amérique ou la Russie ? L'Est ou l'Ouest ? Aucune force politique tant soit peu appréciable ne pose plus les questions de l'avenir dans les termes de l'internationalisme prolétarien et de la révolution communiste.

Un exemple éclatant de ces saturnales de la contre-révolution nous est fourni par la récente polémique Marchais-Pompidou, au cours de laquelle le secrétaire général adjoint du PCF a accusé, au nom du Communisme, le Président de la République de « brader l'indépendance nationale » !

Ce cri d'alarme a sa raison d'être. Les récents accords monétaires ont, en effet, montré que, quoique malade, le géant yankee pouvait encore dicter sa loi à beaucoup de nains bien portants. Les rapports de force actuels, ne seront, de toute évi-

dence, pas sensiblement modifiés avant des années et des années de guerre commerciale « pacifique ». En attendant, les Etats mineurs n'auront donc encore d'autre choix que de se ranger dans le camp de l'Ouest ou dans celui de l'Est. Or, avec l'entrée de la Grande-Bretagne et de l'Irlande dans le Marché Commun, celui-ci risque de se réduire à une vaste zone de libre-échange qui ne sera nullement à l'abri des coups de boutoir du commerce américain, et cela laisse présager qu'en dépit de toute son « irréductibilité », M. Pompidou manifesterait beaucoup moins de fronde impertinente que son prédécesseur à l'égard des USA, toujours « despote du marché mondial ». Voilà pourquoi — ô ironie de la contre-révolution ! — c'est au nom de l'indépendance nationale que le PCF combat le « pouvoir des monopoles » aux applaudissements enthousiastes de centaines de milliers de petits-patrons, de petits-commerçants, d'intellectuels et même d'ouvriers, alors que la phrase la plus célèbre de ce Karl Marx dont il se réclame toujours est à coup sûr : « Les prolétaires n'ont pas de patrie ».

En juillet 1868, le Conseil général de l'Association internationale des Travailleurs proclamait par la bouche de Marx (c'est-à-dire d'un de ces Juifs allemands contre lesquels M. Marchais manifestait naguère tant de haine) : « Les bases de la société doivent être dans la fraternité des travailleurs, libérés des mesquines rivalités nationales. Le travail n'a pas de patrie ». Depuis 1871, rappelait Lénine lors de la première guerre impérialiste, toutes les guerres, du moins dans l'Europe avancée, sont des guerres réactionnaires, des produits du Ca-

(Suite en page 4)

« L'anti-capitalisme du P. C. F. » ou l'âne, la merde et le picotin

Les trotskystes ne savent pas ce qu'est le Communisme. Ils ont toujours confondu, au moins depuis "La révolution trahie" de Trotsky (1936), les « nationalisations » des moyens de production et leur « socialisation », la concentration du Capital dans les mains de l'Etat et la destruction du Capital.

Leur subtile ressource, dans les cas difficiles, est de distinguer deux types de nationalisations. Les premières sont effectuées par des Etats ouvertement bourgeois : elles ne sont pas socialistes. Les secondes sont celles qui sont effectuées par un « Etat ouvrier » : elles sont alors des « socialisations ». Ainsi l'illustre Mandel écrivit-il dans son inoubliable préface de 1964 à la "Nouvelle Economie" de Prébobra-jensky, que l'Algérie avait « déjà socialisé, au niveau de la production, l'essentiel de son surproduit social ». Malheureusement, comme la définition de l'Etat ouvrier (inconnue du marxisme classique autrement que comme simple synonyme de « dictature du prolétariat ») semble sujette à d'étranges variations, le problème se modifie perpétuellement. En ce qui concerne l'Algérie, nous ne doutons pas que, aux yeux de Mandel, les « socialisations » de l'époque ne soient redevenues, au moyen d'une formidable quoique discrète cabriole historique par-dessus les modes de production, purement et simplement de toutes communes « nationalisations ».

Quand l'âne se fait pédagogue, toute la classe ne peut que braire. Ainsi fait Weber, qui pousse les hauts cris devant les dangers que fait courir Mitterrand au programme du P. C. F. Pour « donner des gages à la bourgeoisie » (ô divin Weber, comme si l'on pouvait se donner des gages à soi-même !), Mitterrand devra adopter « un programme de réformes de structure néo-capitalistes (sic !) correspondant aux vœux de la bourgeoisie technocratique ». Grave danger ! Weber piaffe d'indignation car, si la Ligue n'y met bon ordre, tout cela fait que « toutes les mesures anticapitalistes contenues dans le programme du P. C. F. doivent être repoussées aux calendes ».

Appeler « anti-capitalistes » une quelconque mesure de nationalisation, c'est servir de flanc-garde à la contre-révolution. La dictature du prolétariat, victorieuse à l'échelle internationale, réduira de façon draconienne la production pléthorique du Capital, diminuera radicalement le temps de travail, instaurera un plan unique de production en quantités physiques et réglementera la consommation par l'intermédiaire des bons de travail. L'argent aura disparu et la société tout entière ne sera plus qu'« un seul bureau et un seul atelier ». Ce sera la socialisation.

La canaille petite-bourgeoise et contre-révolutionnaire du PCF proclame à cors et à cris qu'il faut nationaliser... parce que c'est « plus rentable » ! Pour rendre la France compétitive ! Pour accroître encore la production ! Saisie d'une véritable hystérie productive, elle bave positivement d'enthousiasme à la perspective des « trente millions de tonnes d'acier français ».

Voilà les mesures « anti-capitalistes » que l'acuité critique de M. Weber a discernées dans le programme du PCF ! C'est peu de dire que les trotskystes ne savent pas ce qu'est le Communisme. On doit dire et répéter qu'ils servent de flanc-garde à la contre-révolution. Quant aux ânes auxquels nous avons fait l'injure de les comparer, nous leur demandons pardon : nous savons bien que s'ils étaient chargés par leurs frères d'aller reconnaître un champ pour pâturer, ils n'auraient pas, eux, le cœur de les abuser et de faire passer de la merde pour du picotin.

EN ESPAGNE :

« Pacte pour la liberté » et trahison du prolétariat

Depuis des années, le « Parti Communiste » espagnol propose la réalisation d'une « ample réunion de toute l'opposition où seraient représentées toutes les forces populaires lésées par le franquisme, dans le but d'offrir une alternative démocratique, populaire et nationale au post-franquisme ». Et cette réunion s'est enfin tenue, le 7 novembre dernier, dans une église de Barcelone.

Evidemment, ce genre d'accord se généralisera en Espagne, dans la mesure où il offre à la bourgeoisie d'excellentes garanties d'exploitation plus systématique et plus raffinée du prolétariat espagnol, selon le mot d'ordre bien connu de l'opportunisme : « Elever l'Espagne au niveau de l'Europe, sur le terrain politique et économique », ce qui signifie intensifier la productivité des ouvriers de façon que les capitalistes multiplient leurs profits en réduisant les ouvriers à n'être que des automates, comme c'est déjà le cas dans les « paradis » de la démocratie.

Une fois de plus, donc, le « Parti Communiste » espagnol offre sur un plat d'argent à la bourgeoisie les moyens qui lui permettront d'exploiter plus intensément sa classe ouvrière, en entretenant d'autre part l'illusion que le prolétariat puisse « participer activement » à une démocratie bourgeoise, laquelle lui permettrait, par des réformes, de passer insensiblement, sans « effusion de sang », à la société socialiste. La réalité est bien différente : au nom du principe démocratique le prolétariat ne fait que demander à la bourgeoisie de participer à sa propre exploitation.

Ce n'est pas un hasard si la bourgeoisie accepte maintenant (et pas plus tôt) la proposition avancée par le P. C. espagnol, le fameux « pacte pour la liberté ». Il suffit de jeter un coup d'œil sur le panorama politique et social de l'Espagne pour comprendre les raisons de cette acceptation : d'un côté, la radicalisation des luttes ouvrières, de l'autre l'opposition de certains secteurs

de la bourgeoisie qui ressent l'instabilité politique du régime comme une menace pour la production.

Cette trahison de l'opportunisme n'a rien qui puisse surprendre. Dès le moment où fut adoptée par la III^e Internationale la tactique du front unique avec la social-démocratie (premier pas vers le front populaire avec des partis ouvertement bourgeois), notre

courant dénonça les dangereuses déviations que ce front unique aurait imprimé aux luttes décisives du prolétariat. L'histoire s'est chargée de montrer que nous avions raison. Lorsque nous dénoncions toute alliance du parti prolétarien avec des éléments n'adhérant pas au programme marxiste, avec des réformistes,

(Suite page 4)

REUNION PUBLIQUE A PARIS

(suivie d'une discussion)

VENDREDI 25 FEVRIER, à 20 h. 45

SALLE LANCRY, 10, rue de Lancry — PARIS (X^e)

(Métro République)

Parti, classe et dictature prolétarienne

Rapports entre parti et classe, action de classe et associations économiques ouvrières dans le communisme révolutionnaire

Pour reprendre systématiquement les aspects fondamentaux de la "question syndicale", aussi bien théoriques que pratiques, il nous semble opportun de reproduire une série d'extraits des textes marxistes classiques puisqu'ils sont partie intégrante du programme du Parti.

Ces extraits mettent en lumière la continuité qui relie Marx et Engels et enfin notre Parti, et qui, en dépit des hauts et des bas de la lutte révolutionnaire du prolétariat, constitue la base même de l'organisation politique de classe.

Ce rappel est une contribution à la réaffirmation de principes inaliénables, d'autant plus nécessaire que la contre-révolution qui triomphe depuis presque un demi-siècle a fait perdre à des générations et des générations de prolétaires jusqu'aux conceptions de classe les plus élémentaires en même temps que le sens de la lutte révolutionnaire.

Pour comprendre un présent trivial et ses lendemains lumineux, le Parti a toujours usé de la méthode historique. Il est en effet conscient du fait que la solution des graves problèmes qui se posent à la classe ouvrière lorsque les contradictions mêmes du capitalisme la poussent sur la voie de la révolution ne se trouve pas dans le cerveau et la conscience de qui que ce soit, mais dans le passé même de la classe.

Le Parti est également conscient du fait que le rétablissement des principes dans tous les domaines de son action est une condition sine qua non de sa capacité à diriger la classe ouvrière dans toutes ses luttes économiques, sociales et politiques pour l'orienter vers la prise du pouvoir. La défense du programme est une lutte contre les ennemis de la révolution et du communisme, et contre tous ceux qui adulent la théorie révolutionnaire. Cette lutte sans quartier est jalonnée par les obstacles que le capitalisme en putréfaction dresse sur sa route et dont le pire est l'opportunisme qui trahit la cause prolétarienne.

En guerre contre le Capitalisme, le Communisme révolutionnaire considère que la destruction de la société bourgeoise ne va pas sans une lutte contre les faux partis social-communistes qui doit aboutir à leur totale défaite. C'est pourquoi les communistes révolutionnaires luttent parmi les ouvriers, au sein des associations économiques que la classe s'est donnée et qu'elle se donne au cours de son conflit avec le Capital.

Abandonner cette lutte signifierait renoncer pour toujours à la défaite de l'ennemi historique et de ses agents camouflés en amis des ouvriers.

La guerre contre l'opportunisme est un impératif catégorique, et non une question d'opinion. C'est pour nous un principe programmatique qu'« il ne peut pas se créer non seulement de situation pré-insurrectionnelle, mais même de phase d'accroissement décisif de l'influence du Parti dans les masses sans qu'entre lui et la classe existe un ensemble d'organisations économiques à buts immédiats englobant de larges couches ouvrières et sans qu'il y possède un réseau permanent, formés de noyaux, de groupes ou d'une fraction syndicale communistes. »

A l'aube du mouvement ouvrier

Extrait de la "Situation de la classe ouvrière en Angleterre", de Frédéric Engels, 1844-45.

On se demandera alors pourquoi les ouvriers cessent de travailler en pareil cas, puisque l'inefficacité de la mesure est évidente ? C'est tout simplement parce qu'ils se doivent de protester contre la baisse de salaire et même contre la nécessité de la baisse, parce qu'ils doivent expliquer qu'eux, en tant qu'hommes, n'ont pas à se plier aux circonstances, mais que bien au contraire, les circonstances doivent se plier à eux, qui sont des êtres humains ; parce que leur silence équivalait à une acceptation de ces conditions de vie, une acceptation du droit de la bourgeoisie à les exploiter pendant les périodes économiques favorables, et à les laisser mourir de faim dans les mauvaises périodes.

Les syndicats supposent cette idée très juste que la domination de la bourgeoisie n'est fondée que sur la concurrence des ouvriers entre eux, c'est-à-dire sur la division à l'infini du prolétariat, sur la possibilité d'opposer entre elles les diverses ca-

tégories d'ouvriers. Et c'est précisément parce qu'ils s'en prennent — bien que de façon unilatérale et assez limitée — à la concurrence, ce nerf vital de l'ordre social actuel, qu'ils constituent un tel danger pour cet ordre social. L'ouvrier ne saurait trouver de meilleur point faible où frapper la bourgeoisie et avec elle l'ensemble du régime social existant.

Ces grèves ne sont, en général, que des escarmouches d'avant-postes, parfois aussi des combats plus importants ; elles ne règlent rien définitivement, mais elles sont la preuve la plus sûre que la bataille décisive entre prolétariat et bourgeoisie approche. Elles sont l'école de guerre des ouvriers, où ils se préparent au grand combat désormais inéluctable ; elles sont les pronouncements de différentes branches de travail consacrant leur adhésion au grand mouvement ouvrier.

Et, en tant qu'école de guerre, elles sont d'une efficacité sans égale.

Extrait de "Misère de la Philosophie", de Karl Marx, décembre 1846-Juin 1847.

Malgré les uns et les autres, malgré les manuels et les utopies, les coalitions n'ont pas cessé un instant de marcher et de grandir avec le développement et l'agrandissement de l'industrie moderne.

...Ainsi la coalition a toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence, pour pouvoir faire une concurrence générale au capitaliste. Si le premier but de résistance n'a été que le maintien des salaires, à mesure que les capitalistes à leur tour se réunissent dans une pensée de répression, les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupes, et en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus nécessaire pour eux que celui du salaire. Cela est tellement vrai, que les économistes anglais sont tout étonnés de voir les ouvriers sacrifier une bonne partie du

salaire en faveur des associations qui, aux yeux de ces économistes, ne sont établies qu'en faveur du salaire. Dans cette lutte — véritable guerre civile — se réunissent et se développent tous les éléments nécessaires à une bataille à venir. Une fois arrivés à ce point-là, l'association prend un caractère politique.

Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, dont nous n'avons signalé que quelques phases, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts

de classe. Mais la lutte de classe contre classe est une lutte politique.

Ne dites pas que le mouve-

ment social exclut le mouvement politique. Il n'y a jamais de mouvement politique qui ne soit social en même temps.

Extrait du Manifeste du Parti Communiste, 1848.

Or, le développement de l'industrie, non seulement accroît le nombre des prolétaires, mais les concentre en masses plus considérables ; la force des prolétaires augmente et ils en prennent mieux conscience. Les intérêts, les conditions d'existence au sein du prolétariat, s'égalisent de plus en plus, à mesure que la machine efface toute différence dans le travail et réduit presque partout le salaire à un niveau également bas. Par suite de la concurrence croissante des bourgeois entre eux et des crises commerciales qui en résultent, les salaires deviennent de plus en plus instables : le perfectionnement constant et toujours plus rapide de la machine rend la condition de l'ouvrier de plus en plus précaire ; les collisions individuelles entre l'ouvrier et le bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collisions entre deux classes. Les ouvriers commencent par se coaliser contre les bourgeois pour la défense de leurs salaires. Ils vont jusqu'à former des

associations permanentes, pour être prêts en vue de rébellions éventuelles. Ça et là, la lutte éclate en émeute.

Parfois, les ouvriers triomphent ; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par une grande industrie et qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. Or, il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes locales, qui partout revêtent le même caractère, en une lutte nationale, en une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique...

...Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante.

L'époque de la première Internationale

Extrait du « Rapport au Conseil général de l'A.I.T. (1^{re} Internationale) » présenté par Marx les 20 et 27 juillet 1865 et reproduit dans " Salaire, prix et profits ".

Toute l'histoire de l'industrie moderne montre que le capital, si on n'y met pas obstacle, travaille sans égard ni pitié à abaisser toute la classe ouvrière à ce niveau d'extrême dégradation...

...En contrecarrant les efforts du capital par la lutte pour des augmentations de salaires qui correspondent à l'intensité croissante du travail, l'ouvrier ne fait que s'opposer à la dépréciation de son travail et à la dégradation de sa race...

...L'esclave reçoit une quantité fixe et constante pour sa subsistance, mais pas le salarié. Il faut donc que celui-ci essaie, dans un cas, d'arracher une augmentation des salaires, ne serait-ce que pour compenser la baisse des salaires dans l'autre cas. S'il se contentait d'admet-

tre la volonté, le diktat du capitaliste comme une loi économique constante, il partagerait toute la misère de l'esclave sans jouir de sa sécurité...

...Le montant du taux de pro-

" Résolution " proposée par Marx à la fin du précédent rapport et approuvée par le Conseil général.

La tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le salaire normal moyen mais de l'abaisser.

Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiètements du capital. Ils manquent en partie leur but dès qu'ils font un emploi peu judicieux de leur puissance. Ils manquent entière-

ment leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travaillante, c'est-à-dire pour l'abolition du salariat.

(Suite page 4)

L'impérialisme français et ses colonies d'Afrique noire

IV. - " L'avenir africain de la France " et les intérêts révolutionnaires du prolétariat

En introduisant la concurrence au sein même de l'Afrique Noire sous domination française, la rupture du monopole colonial commence à faire planer sur l'avenir des intérêts impérialistes français l'ombre effrayante d'un repartage des zones d'influence, et les représentants des diverses classes et couches sociales bénéficiant de la domination française sur l'Afrique Noire rivalisent d'efforts pour avancer des solutions aptes à préserver « l'avenir africain de la France ».

Il y a presque trois ans, le journal "Le Monde" publiait un article intitulé « La France et l'Afrique », dans lequel G. Comte se lamentait sur « le monopole perdu », sur l'incapacité des « spécialistes » français en Afrique Noire en comparaison de la qualité de ceux qu'envoyaient les autres pays impérialistes, et concluait par cette appréciation :

« Pour le moment, nos concurrents s'abstiennent d'abattre (leurs) atouts, qu'ils se ménagent avec ténacité. Leur réserve inspire à Paris un dangeux sentiment de sécurité. A l'abri de cette paix trompeuse, nos compatriotes établis outre-mer se posent peu de problèmes. Comme aux plus tristes périodes de leur domination, ils songent à "faire" du franc CFA très vite, sans trop songer au

lendemain. Après avoir surestimé en 1960 les périls de la décolonisation, et sous-estimé les moyens d'influence qu'elle laissait partout, la France commet maintenant l'erreur inverse, mais symétrique, de surestimer ses ressources et de sous-estimer celles de nos concurrents auprès d'une Afrique devenue plus exigeante pour elle-même et pour les autres, en dix années de déception ».

« Faut-il de consentir les investissements indispensables à l'éducation spécialisée, nous risquons de prendre à brève échéance un retard irréparable. L'ardeur fortuite mise par quelques parlementaires gaullistes à s'occuper du Biafra peut masquer ce problème. Pour l'essentiel, il n'en commande pas moins notre avenir africain ».

La question n'est évidemment pas uniquement celle des investissements en « techniciens », mais celle des investissements tout court. Et de trop faibles investissements français par rapport à ceux des autres requins impérialistes mettent en danger l'emprise politique française. C'est d'ailleurs pour répondre à cette préoccupation que le gouvernement français a mis au point au début de l'année dernière, un système de garantie des investissements privés dans les pays africains et malgache, et c'est pour affirmer devant les autres rapaces impérialistes la solide réalité de la domination française, que le chef de l'Etat français a effectué au début de 1971, son voyage en Afrique Noire. Écoutons plutôt comment "L'Usine Nouvelle" du 11-2-71 commente le voyage de M. Pompidou (malgré la concurrence étrangère ...) :

« Les Français n'en conservent pas moins un certain nombre d'atouts, dont une forte infrastructure commerciale. De plus, un nouveau régime de garantie des investissements commerciaux et industriels mis en place le 1^{er} janvier dernier par Paris, est de nature à encoura-

(Suite page 3)

Mythe du Vietminh et vérité historique

(Le début de cet article a paru dans les numéros 112, 114, 118 et 119 du "Prolétaire")

La « collectivisation agricole »

Pour donner une impulsion à la production, le gouvernement nord-vietnamien chercha en outre à concentrer les moyens de production par le biais de la forme coopérative.

Il y a trois formes de coopération : « les brigades d'aide mutuelle », les « coopératives semi-socialistes », et les « coopératives socialistes ».

Les « brigades d'aide mutuelle », ou brigades d'échange de travail, se basent sur une pratique traditionnelle (répandue aussi en Chine), à savoir l'aide réciproque que les paysans se prêtent pendant la période des plus gros travaux. Dans cette forme de coopération, les moyens de production demeurent une propriété individuelle ; c'est le travail qui est mis en commun ; à la fin de la journée le travail fourni par chacun est calculé suivant un système de points.

Dans les « coopératives semi-socialistes », ou coopératives de forme inférieure, les paysans remettent leurs principaux moyens de production comme apport à la gestion collective. Chacun reste cependant propriétaire de sa terre, de son bétail et de son outillage, qu'il loue à la coopérative. Le produit est distribué aux associés proportionnellement au travail fourni par chacun, après qu'on ait déduit un quota d'accumulation pour les fonds sociaux, les dépenses d'exercice, les réinvestissements et la location des moyens de production. La distribution du revenu, dans ce type de coopérative, est très difficile à effectuer. Les paysans laissent leurs terres et leurs instruments à la gestion collective, à la seule condition d'en tirer un profit au moins égal à celui qu'ils pourraient escompter d'une location libre. Pour cette raison (selon Lê Châu) la coopérative paie pour la location de la terre une part plutôt élevée, égale environ à 25 - 30 % de la production brute totale. Par contre la location du bétail et des outils est calculée sur la base des prix courants sur le marché local.

Dans ce type de coopérative, la production brute se répartit

en moyenne ainsi : 28 % pour la location de la terre, du bétail, et du matériel, 5 % pour les fonds sociaux d'accumulation, 6 % pour les dépenses d'exercice (achat de matières premières, impôts, etc...), 1 % des produits réemployés sur place ; et 60 % pour la rémunération du travail.

Les associés ne sont pas rémunérés en tant que prestataires de travail seulement, mais en tant que propriétaires de terre et de capital ; rien d'autre ne pourrait les pousser à remettre leurs biens à la gestion collective. Naturellement, des inégalités considérables persistent à l'intérieur des coopératives entre ceux qui possèdent les meilleures terres et le bétail le plus nombreux et ceux qui tirent leurs gains du travail plus que de la location de leurs biens.

Les « coopératives socialistes », ou coopératives de forme supérieure correspondent aux kolchozes soviétiques. Le revenu global est distribué aux membres suivant le principe « à chacun suivant son travail ». Restent *propriété individuelle* des petites parcelles qui, cependant, ne doivent pas excéder 5 % de la surface moyenne pour chaque habitant de la commune. En 1959, les coopératives « socialistes » représentaient à peine 2,4 % des unités productives agricoles, alors que les coopératives semi-socialistes atteignent 43,01 % des unités productives. La superficie des terres collectivisées sous les deux formes représentait 37 % de la totalité.

La collectivisation agricole ne donna pas les résultats espérés. Les paysans riches n'avaient pas intérêt à adhérer aux « coopératives socialistes », dans lesquelles la répartition du revenu se faisait sur la base du travail fourni, ni même aux « coopératives semi-socialistes », quand ils tiraient d'une location libre des loyers plus élevés que ceux payés par la coopérative.

Ils pouvaient tirer bénéfice de la ruine des paysans les plus pauvres, soit en les exploitant comme salariés, soit en acquérant leurs terres et leurs stocks à des prix dérisoires.

Le « socialisme » nord-vietnamien

Après les accords de Genève, la faible industrie nord-vietnamienne avait perdu 85 % de sa capacité productive.

Dans les grandes villes, la présence du corps expéditionnaire français entretenait de nombreuses activités. Le retrait des troupes françaises provoqua immédiatement un taux de chômage élevé. Il y eut en outre une augmentation vertigineuse des prix ; par exemple la viande de porc coûtait en 1957 4,7 ND le kg sur le marché libre ; le salaire mensuel d'un ouvrier était de 30 ND ; avec ses 30 ND il ne pouvait même pas acheter 7 kg de viande de porc !

Etant donné l'inexistence d'une classe d'entrepreneurs bourgeois, l'industrialisation ne pouvait se faire que d'une seule façon : sous forme d'un capitalisme d'Etat. C'est pourquoi le Nord Vietnam se proclame « Etat socialiste » : en 1958, une résolution du comité central du Parti du Travail « décide » que : « Le Nord Vietnam est entré dans la phase de tran-

sition vers le socialisme » et qu'il « doit assurer sa marche » vers le socialisme sur deux bases solides : une industrie socialiste et une agriculture organisée en coopératives ». (Lê Châu, p. 254).

Coopération en agriculture et monopole de l'Etat dans l'industrie et le commerce extérieur, voilà le socialisme pour les dirigeants nord-vietnamiens comme pour tous ceux qui sont affiliés au bloc russe ou chinois.

Leur « socialisme » de contrebande est un socialisme établi par décret, un socialisme dans lequel continuent de sévir les catégories du salaire, du profit et du marché.

Un petit pays comme le Nord-Vietnam, pourrait-il donc se soustraire aux lois du marché mondial ? Certainement pas. Même dans la Russie révolutionnaire de 1920 le travail salarié subsistait encore et une importante partie des produits était destinée au marché. Il est clair que, dans un pays économiquement arriéré, on ne pouvait passer d'un seul coup à l'élimination des rapports de production capitalistes ; il fallait procéder à une transformation graduelle de l'économie. Mais cela se faisait sous la direction de fer du parti prolétarien. Le parti bolchévique (et Lénine le premier) ne songea jamais une minute à déclarer « socialistes » les rapports de

production alors en vigueur ; au contraire, il affirma à plusieurs reprises que le développement de l'industrie étatisée et la création d'exploitations coopératives en agriculture n'étaient pas le socialisme et ne devaient pas être ainsi nommés. La crapulerie des dirigeants de la R. D. V. ne tient pas au fait qu'ils soient soumis aux impitoyables lois de l'économie, mais au fait de déclarer socialistes des rapports de production capitalistes dans une économie encore dominée par la petite production marchande, et d'appliquer l'étiquette de « socialiste » à un Etat qui ne connaît rien d'autre que les besoins d'accumulation du capital.

Le gouvernement de la R.D. V. lança en 1958 un plan triennal qui prévoyait une augmentation de la production agricole de 121,7 %. En 1960, la production agricole avait au contraire baissé de 10 % par rapport à 1959. Ce fait se répercuta sur tous les autres secteurs de la production, dont les réalisations

furent très inférieures aux prévisions. Pour l'agriculture le plan enregistra un véritable

échec, comme on peut le voir dans les tableaux suivants (pris dans Lê Châu, op. cit.).

PREVISIONS ET REALISATIONS DU PLAN TRIENNAL EN AGRICULTURE

Production annuelle par habitant	1957	Prévisions pour 1960	Réalisations en 1960	% par rapport aux prévisions
Kg de paddy (riz) —————	271	500	227	— 55,6 %
Kg d'aliments de base	285,7	600	315	— 47,5 %
Surfaces irriguées (en millions d'ha) pour les réseaux collectifs	1.527	2.100	1.990	— 5,0 %
Elevage :				
Bovins (en millions de têtes)	2.144	2.730	2.295	— 19,0 %
Porcs (idem)	2.950	5.530	3.750	— 32,5 %

La soi-disant « aide des pays frères socialistes » (URSS et compagnie) ne vaut guère mieux que l'« aide » fournie par les USA aux pays qu'ils contrôlent. Le Nord-Vietnam est contraint d'importer toujours plus de machines et de produits de l'industrie lourde et d'exporter

des produits des industries extractives, de l'agriculture, de l'artisanat et de l'industrie légère (textiles, chaussures, etc.).

Dans ces conditions, il est ridicule de parler d'indépendance nationale de la R.D.V., et encore plus de parler de socialisme !

L'impérialisme français et ses colonies d'Afrique noire

(Suite de la page 2)

» ger l'activité des entreprises frangaises dans ces pays tout » en favorisant leur propre industrialisation.

« La France a donc des cartes » à jouer. Elle ne doit toutefois » jamais oublier que les nations » noires visitées par son président » ont en commun — bien qu'à » des degrés divers — d'être sollicitées de façon de plus en plus » pressante par certains pays » étrangers. L'exemple le plus typique est celui de la Côte » d'Ivoire où l'on assiste à un » recul des positions françaises au » profit des intérêts américains, allemands, britanniques, japonais, italiens et israéliens. » Ces faits sont parfaitement clairs.

Ce n'est pourtant pas l'avis du journal "Le Monde" qui titre le 22-12-70 : « La garantie nouvellement accordée aux investissements français en Afrique est insuffisante », et qui, le 22-1-71, dans un article intitulé « La coopération française menacée de sclérose », prononce un véritable réquisitoire contre le gouvernement français, se plaignant tout simplement de « l'absence d'une politique africaine » et proposant de soustraire les questions africaines au « domaine réservé » du chef de l'Etat pour les transmettre aux Affaires Etrangères. Tout ceci ne fait que manifester la peur des petits et moyens capitaux implantés en Afrique Noire, devant le fait que la concurrence internationale donne un « avenir africain » au grand capital, mais pas du tout au petit et au moyen, qui étaient bien au chaud quand ils étaient protégés par le privilège colonial.

La hantise de l'avenir est encore bien plus grande pour l'opportunisme ouvrier qui se nourrit, comme le disait Lénine, des miettes tombées de la table des festins impérialistes.

La position du PCF est définie dans "L'Humanité" du 16-2-71 : « La France a des obligations » envers les peuples des pays qui » étaient soumis à sa domination » coloniale. Mais la coopération » actuelle tend, avant toute chose, » à défendre les intérêts des » grandes sociétés capitalistes au » détriment des intérêts nationaux des peuples africains et » du peuple français ». En vertu de quoi, G. Marchais, dans "ITC", n° 17 (sept. 1971) déclare :

« Concernant les jeunes Etats » indépendants, et plus particulièrement ceux d'Afrique et de Madagascar, nous préconisons » la révision des accords de coopération et la conclusion de » nouveaux accords débarrassés de » tout caractère néo-colonialiste, » de toute condition faisant de » l'aide nécessaire un moyen de » pression sur les pays intéressés » et visant à peser sur ses choix » économiques et politiques. »

On pourrait évidemment plaisanter sur toutes les illusions petites bourgeoises contenues dans les passages cités, sur les droits égoïses des pays en régime bourgeois, sur l'égalité économique des pays, autant de mensonges réactionnaires que propagés déjà... Proud'hon. D'une façon plus sérieuse, on pourrait accuser l'op-

portunisme officiel de se montrer le soutien de l'impérialisme français en propageant le mythe de l'indépendance des pays noirs. Mais voyons plus précisément ce que cachent ces illusions réactionnaires, en feuilletant la revue "Démocratie Nouvelle". On peut lire dans le n° 5 de 1947 :

« Il faut que l'attachement de » ces populations à la France soit » grand pour éviter le pire dans » une situation aussi trouble... » On comprend pourquoi certains » évitent de faire quoi que ce » soit qui pourrait améliorer » les conditions économiques de » ces populations laissées à » l'abandon dans l'espoir peut-être qu'elles en accusent la » France. »

Dans le n° 4 de 1958 où la loi cadre Defferre est louée comme un pas en avant, bien qu'insuffisant, on trouve ceci :

« Nous ne cesserons de le ré- » pérer : le problème n'est plus » de savoir si les peuples coloniaux accèderont à l'indépendance, il est de savoir s'ils y » accèderont avec l'aide de la » France ou contre elle. »

Si l'on feuillette le n° 5 de 1965, on peut lire dans un article intitulé « Le Cameroun ou la fausse indépendance », les phrases suivantes :

« Il est clair que la défense de » quelques gros intérêts privés au » Cameroun... n'a rien à voir » avec la préservation des intérêts véritablement nationaux » du peuple français... Certes, » d'autres Etats impérialistes sont » à l'affût des richesses agricoles » et minières du Cameroun. La » Grande-Bretagne, les USA, la » RFA ont acquis depuis longtemps déjà des situations non » négligeables. Leurs gouvernements ne sont pas, pour autant, » fâchés qu'un courant xénophobe puisse se développer à l'encontre de ceux-là seuls qui assurent par les cadres de leur » armée et de leurs magistrats, le » gardiennage néo-colonial. »

Si nous sommes allés chercher aussi loin, ce n'est pas par souci historiographique, mais pour montrer que le PCF n'a pas changé de position depuis la guerre. Ces aveux prouvent la collusion entière de l'opportunisme avec l'Etat français. Il ressort parfaitement que le « véritable intérêt national » n'est rien d'autre que l'intérêt de l'impérialisme français. L'intérêt de l'impérialisme français est que la rupture du monopole colonial ne se fasse pas en entraînant la main mise d'un autre impérialisme sur les colonies d'Afrique Noire. C'est plus sur la méthode que sur le fond que le PCF est en désaccord avec les gouvernements officiels : l'exploitation non contrôlée de la part des monopoles, les exactions de l'impérialisme français et ses répressions sont condamnées comme autant de provocations contraires au véritable intérêt national : bref, l'impérialisme étant

une politique parmi d'autres pour le capitalisme, il faut utiliser des méthodes plus douces, plus discrètes, plus hypocrites en fait, qui ne risquent pas de soulever les masses coloniales contre l'Etat français et de provoquer la tenta-

tive de s'appuyer sur d'autres impérialismes, ce qui serait catastrophique pour les intérêts français. C'est pour cacher cette sordide position qu'il faut l'enrober de mythes petits-bourgeois sur les « obligations de la France » et sur « l'éternelle amitié entre les peuples d'Afrique Noire et le peuple français ».

Ainsi, les communistes officiels d'aujourd'hui sont allés plus loin dans la soumission ouverte aux intérêts du capital que n'avaient pu le faire les sociaux-démocrates de 1914, tellement fustigés par Lénine. La social-démocratie d'hier partait du principe selon lequel la première tâche des internationalistes est de développer chez les ouvriers, l'indifférence à l'égard des distinctions nationales pour en déduire l'indifférence des ouvriers vis-à-vis de la revendication des peuples opprimés. L'opportunisme d'aujourd'hui part de l'amitié entre les peuples et de la défense des véritables intérêts nationaux pour en faire découler le soutien ouvert à son propre Etat dans le partage colonial contre les autres impérialismes. C'est pour cela que le PCF soutient contre vents et marées (du moins verbalement) le régime de Sékou Touré malgré le dégoût que peuvent avoir ses démocrates d'électeurs pour la répression terrible qui est perpétrée dans ce pays, car il espère bien que la Guinée réintègrera le camp de « l'amitié avec la France ».

La tâche des communistes révolutionnaires est tout autre : elle consiste à développer dans le prolétariat des métropoles, la propagande contre le chauvinisme, pour la lutte contre l'oppression coloniale de son propre Etat, et « l'indifférence » à la question de savoir si la rupture d'une colonie avec la métropole la rend « indépendante » ou la livre aux griffes d'un autre impérialisme. Le contraire reviendrait à soutenir son propre Etat contre les autres et donc à renforcer sa domination sur le prolétariat. Pour reprendre Lénine, on pourrait dire :

« L'important n'est pas de savoir si c'est un cinquantième ou un centième des petites nations qui se sera affranchi avant la Révolution socialiste ; ce qui importe, c'est qu'à l'époque impérialiste, et par suite de causes objectives, le prolétariat s'est divisé en deux camps internationaux, dont l'un est corrompu par les miettes qui tombent de la table de la bourgeoisie des grandes puissances — en raison de la double et triple exploitation des petites nations — tandis que l'autre ne peut s'affranchir lui-même sans affranchir les petites nations, sans éduquer les masses dans un esprit anti-chauvin, c'est-à-dire anti-annexionniste, c'est-à-dire favorable à l'auto-détermination. »

C'est dans cet esprit que travaillent les communistes révolutionnaires pour l'unification internationale du prolétariat, sans distinction de nationalité ni de couleur, en vue de l'émancipation de l'humanité du joug du capital et de tout son cortège d'oppression de toutes sortes.

Directeur-Gérant

F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

PERMANENCES DU PARTI

◆ A PARIS : En raison d'un changement d'adresse, les permanences sont provisoirement suspendues. Les lecteurs sont invités à ne plus se présenter (ni écrire) au local de la rue Scipion après le 30 janvier.

◆ A MARSEILLE : Tous les Samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du "Prolétaire", 7, crs d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

LES SATURNALES DE LA CONTRE-REVOLUTION

(Suite de la première page)

pital ; et le mot d'ordre de défense nationale n'est qu'un coup de poignard dans le dos du prolétariat socialiste, une trahison sans nom de sa cause. En 1893, à son Congrès de Zurich, la social-démocratie s'était encore trouvée capable de déclarer : « Les représentants des ouvriers sont tenus de refuser tous les crédits militaires et de protester contre le maintien des armées permanentes ». Quant à l'Internationale communiste, elle est née sur la base du défaitisme révolutionnaire et de la lutte contre l'idéologie patriotique dans laquelle la plupart des « socialistes » étaient honteusement tombés.

Pour le PCF, la tâche du « communisme » serait au contraire d'assurer une « défense nationale véritable » par des mesures « pratiques, réalistes et concrètes », selon son langage habituel. C'est ainsi que dans l'*Humanité* du 27 décembre 1971, le communiste-colonel Rol Tanguy prenait sa plus belle plume pour condamner la force de frappe parce qu'elle « met dès à présent notre indépendance nationale en péril », puisqu'« il est, en effet, avéré que la force de frappe française ne peut être mise en état d'alerte et d'intervention qu'avec le support des installations électroniques américaines de l'OTAN ».

Accomplissant son travail contre-révolutionnaire d'une plume qui ne tremble pas, Rol Tanguy conclut : « *Persister dans la mise sur pied de la force de frappe, c'est s'engager nécessairement sur la voie qui mène à la force européenne, sous contrôle de l'O.T.A.N.* ». « La voie qui mène nécessairement » à un troisième massacre fratricide entre les prolétaires du monde et, qui plus est, à un massacre atomique, n'est même pas prise en considération par l'hystérie chauvine du PCF : c'est contre le processus irréver-

sible qui prive les armées impérialistes de leur base nationale qu'il s'insurge de toutes ses forces, comme ces « réactionnaires » tournés en dérision dans le *Manifeste* de Marx qui déploieraient que l'économie fût privée de sa base nationale avec le développement du marché mondial.

A ce processus irréversible, Rol Tanguy oppose dans le plus pur style 1789... l'invincibilité militaire de la foi dans la Patrie, la Démocratie et même — pourquoi pas ? — dans la paix ! :

« *L'armée française dans son ensemble trouvera la source de sa force et de sa cohésion dans l'unité d'origine, l'instruction et la formation commune, le sentiment, pour les soldats comme pour les cadres, d'être des citoyens à part entière, y compris sous les armes, avec la conviction de défendre à la fois le pays, les libertés et la paix.* »

La besogne accomplie par le PCF consiste à avertir la grande bourgeoisie qu'il serait dangereux de se priver de la ressource du nationalisme populaire en s'abandonnant à un... « cosmopolitisme » militaire. Les illusions nationalisées du prolétariat ne sont-elles pas la garantie essentielle de la victoire, puisque « l'armée permanente — terre, mer et air — sera essentiellement constituée par des appelés du contingent ».

Ne faut-il pas les défendre contre l'érosion à laquelle l'Histoire les soumet en privant les armées impérialistes elles-mêmes de leur autonomie nationale ? Ainsi ceux qui ont le front de s'appeler « communistes » osent faire ce qu'un réformiste du calibre de Jaurès n'aurait jamais osé faire en temps de paix. S'il ne s'agissait pas de la politique que la contre-révolution dicte au PCF en parfaite logique, on pourrait s'écrier avec Shakespeare :

« Ah ! jugement, tu t'es réfugié chez les bêtes brutes
« Et les hommes ont perdu le sens ! »

L'ironie de l'Histoire a voulu qu'après des cocoricos ridicules et des réticences plus ou moins longues, les gaullistes retombent dans le camp de l'OTAN et que M. Pompidou se laisse aller plus rondement sur cette pente que son prédécesseur. Mais le PCF n'est pas non plus à l'abri des ironies de l'Histoire. Il suffit pour s'en convaincre de lire l'article de M. Youri Joukov, « président de la section franco-soviétique du groupe parlementaire de l'URSS » intitulé : « La poutre maîtresse de l'édifice européen » :

« *L. Brejnev et le Président Pompidou ont exprimé la certitude que la convocation de la conférence européenne dans un avenir prochain contribuera à la refonte progressive des rapports entre Etats européens, telle qu'elle permettra de surmonter la division du continent européen en groupements politiques. Cet accord a d'autant plus d'importance que, ces derniers temps, à propos de la prochaine entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun, les partisans irréductibles de la division du continent se sont mis*

à tenter fébrilement de ranimer le vieux projet de la création de « forces armées ouest-européennes », notamment de forces de frappe « ouest-européennes »

M. Joukov se réjouit du fait que le journal gaulliste « La Nation » « condamne sévèrement ces projets et réaffirme la politique amorcée par le général de Gaulle et pratiquée par l'actuel gouvernement français consistant à maintenir strictement le caractère national des forces armées de la République française ».

Enfin il ajoute : « *D'autre part, la revue de Défense nationale a publié dans son numéro d'octobre, le texte du rapport présenté par le ministre français de la Défense, M. Michel Debré, à l'Institut de la Défense nationale dans lequel il déclare que la conception fautive et nuisible du pouvoir supranational signifierait la fin de la France.* »

Divergeant sur la question de la confiance à faire au gouvernement gaulliste pour sauvegarder la France bourgeoise éternelle, les Soviétiques et le PCF sont pleinement d'accord

pour estimer qu'il faut à tout prix la sauvegarder. Quant aux Guy Mollet et aux Mitterrand, fiers « socialistes » eux aussi, mais enveloppés dans les plis du drapeau yankee, nous n'en parlerons même pas.

Puissance de la contre-révolution ! Le « Communisme » masque, justifie ou défend le capitalisme ! L'indépendance nationale, idéal réactionnaire de conservation sociale sous l'aile de l'un ou de l'autre Moloch, fleurit dans tous les discours « socialistes » et drogue le cerveau des ouvriers. Quiconque s'aviserait aujourd'hui de crier dans une manifestation de la gauche officielle : « Les prolétaires n'ont pas de patrie » se verrait aussitôt lynché comme provocateur. Pourtant, la Révolution renaitra, d'autant plus violente et rapide que la contre-révolution aura été plus longue et plus dure. Et ce ne sera pas seulement la fin de la culture du mensonge, de toutes les impostures, des César de pacotille du « socialisme » d'aujourd'hui. Ce sera l'écroulement de tous les empires bourgeois et le triomphe du Communisme !

EN ESPAGNE

(Suite de la première page)

avec la lie des soi-disant défenseurs de la classe ouvrière qui en fait travaillent dans un sens exactement contraire, nous prévoyions qu'une telle alliance n'aurait servi qu'à détourner le prolétariat de son but, de la destruction du capitalisme, pour le désarmer et en faire le jouet des exigences du mode de production capitaliste.

Aujourd'hui comme hier, nous faisons appel aux ouvriers les plus conscients et les plus combattifs pour qu'ils repoussent toute illusion démocratique, toute unité avec les opportunistes et les bourgeois. L'histoire enseigne que l'opportunisme, non seulement s'emploie à désorienter théoriquement et pratiquement la classe ouvrière, mais encore se transforme en féroce gardien de l'ordre bourgeois et démocratique dès que le prolétariat se bat pour sa propre cause.

Il suffit de citer le massacre des mineurs asturiens perpétré en 1934 par la 1^{re} République espagnole, l'écrasement de la Commune de Berlin en 1919 par le Gouvernement Ebert, Noske et Scheidemann, les gouvernements de « coalition anti-fasciste » du second après-guerre en France et en Italie, la Pologne « socialiste » de 1970, etc...

Pour nous, il ne s'agit pas de constituer des gouvernements « populaires » ou « démocratiques », comme le veulent toutes les variantes de l'opportunisme, qui ne font que perpétuer, sous d'autres formes, la dictature du Capital en essayant de prolonger la survie d'une société bourgeoise en voie de putréfaction ; il s'agit au contraire d'instaurer, par la révolution, la dictature du prolétariat, Etat non démocratique, Etat de classe, international par essence comme l'est la classe ouvrière et donc ses intérêts.

Dans sa dissertation sur la future république démocratique, « seule alternative valable pour l'Espagne », Santiago Alvarez écrit dans « Nuestra Bandera » (n° 44-45) : « Dans cette république » démocratique les pouvoirs de l'Etat doivent fondamentalement résider dans un Parlement librement et démocratiquement élu au suffrage universel, direct et secret. Ce Parlement reflètera le changement dans les forces de classe, l'influence nationale de chaque parti ou courant politique ; sa composition doit refléter non seulement le volume et le poids de la classe ouvrière — aujourd'hui beaucoup plus importants qu'il y a 25 ans, — mais les changements qui s'opèrent dans sa conscience, dans un sens positif, démocratique et révolutionnaire. Nous ne devons éprouver aucune crainte du fait que précisément par l'intermédiaire de ce Parlement élu au suffrage direct et libre se reflète cette nouvelle corrélation des forces. En définitive,

ce Parlement agira et légifèrera en vertu de cette corrélation des forces. »

Répétons la réponse de Lénine dans « L'Etat et la révolution » : « L'omnipotence de la "richesse" est mieux assurée dans une république démocratique, dans la mesure où elle ne dépend pas d'une mauvaise enveloppe politique du capitalisme. La république démocratique est la meilleure enveloppe possible du capitalisme et c'est pour cela que le Capital, s'étant emparé... de cette enveloppe, qui est la meilleure, fonde son pouvoir d'une façon tellement solide, tellement sûre qu'aucun changement ni de personnes, ni d'institutions, ni de partis dans l'ambiance de la république bourgeoise ne peut le renverser. »

Citons un autre cerveau du P.C.E., Jésus Izcaray, qui, dans la même revue, affirme : « La future république espagnole devra être une démocratie très avancée. La classe ouvrière, qui pour une large fraction sera sous notre influence, aura en elle une force considérable. »

Contentons-nous de reprendre le texte de Lénine quelques lignes plus loin : « Les démocrates pe tits-bourgeois, comme nos socialistes révolutionnaires et nos menchéviques, et même leurs frères, tous les social-chauvins et les opportunistes de l'Europe occidentale, attendent précisément davantage du suffrage universel. Ils partagent et inculquent au peuple la fausse conception selon laquelle le suffrage universel "dans l'état actuel" serait effectivement en mesure d'exprimer la volonté de la majorité des travailleurs et d'en assurer la réalisation ». Voilà, Messieurs les réformistes et démocrates, ce que dit Lénine que vous tentez de transformer en icône inoffensive.

Nous pourrions continuer à aligner les citations, mais celles qui précèdent suffisent à prouver que le stalinisme a rejeté jusqu'au dernier lambeau du programme révolutionnaire de la classe ouvrière et se trouve, depuis plusieurs décennies déjà, dans le camp de la contre-révolution, de la défense des institutions bourgeoises.

Une nouvelle preuve que ces Messieurs, imités par toute une gamme de « marxistes-léninistes » et « bolcheviks-léninistes » d'opérette qui s'étale des pro-chinois aux trotskystes, ont abandonné toute perspective révolutionnaire, nous est fournie par le stalinien (et... déstalinisateur) Santiago Carillo, lorsqu'il explique ce que sera la dictature du prolétariat « dans l'avenir ». Ce soi-disant marxiste affirme :

« La dictature du prolétariat sera un régime de démocratie politique, pluri-partite. Seront au pouvoir les masses majoritaires du nouveau salariat,

composé également de larges forces intellectuelles ; seront au pouvoir les forces du travail et de la culture (qui, toujours selon Carillo, sont les « ouvriers » et employés, les paysans, les intellectuels créateurs, les savants et techniciens, les artistes, les étudiants, les artisans, les petits industriels et commerçants ». La formule de ce nouveau type de dictature prolétarienne sera... le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ; la propriété du peuple sur les moyens de production, administrés par le peuple et dans son intérêt. »

Nous sommes certains que si cette métamorphose de la dictature du prolétariat, fruit de la pensée de Carillo inspirée par Abraham Lincoln, a été portée à la connaissance du président Mao, celui-ci doit en rougir de jalousie.

Cette falsification effrontée de la dictature du prolétariat va de soi. Puisque ces messieurs se sont depuis longtemps mis au service de la bourgeoisie, c'est-à-dire de l'ordre démocratique, il faut bien qu'ils repoussent avec horreur la dictature du prolétariat telle qu'il l'entend le marxisme, et qu'ils essaient d'avancer à la place une contrefaçon qui ressemble comme deux gouttes d'eau à cette « véritable démocratie » du Kautsky de 1918 qui tonnait contre l'« arbitraire », le « terrorisme jacobin et blanquiste » de la dictature du prolétariat en Russie. Bien avant, du reste, les anarchistes avaient hurlé contre l'« autoritarisme » de Marx et Engels et leur conception de l'Etat et du parti prolétaires. Il est tout naturel que cette légion de politiciens bourgeois, social-démocrates, libéraux et stalinistes profite de chaque occasion pour tromper le prolétariat et l'éloigner de son but historique, prolongeant du même coup la survie de la société capitaliste.

Les prolétaires les plus conscients doivent repousser cette nouvelle manœuvre staliniste destinée à priver la classe ouvrière de son autonomie, de sa constitution « en parti politique autonome, opposé à tous les autres », condition indispensable pour que « dans sa lutte contre le pouvoir unifié des classes possédantes, le prolétariat puisse agir comme classe » et assurer le triomphe de la révolution sociale et la réalisation de son but final : l'abolition des classes » (Marx).

La voie pour atteindre ce but — qui n'est pas un vague « idéal », mais une conséquence des contradictions réelles du mode de production capitaliste — n'est pas celle de la collaboration et de l'alliance entre les classes proposées par les faux partis communistes, mais celle de la lutte révolutionnaire du prolétariat contre son ennemi de classe, le capital, c'est-à-dire la lutte pour la destruction de l'Etat capitaliste — fasciste ou démocratique — et l'abolition du salariat.

Rapports entre parti et classe

(Suite de la page 2)

Instructions du Conseil général aux délégués au Congrès de Gênes, septembre 1866.

« Le capital est une puissance sociale concentrée, alors que l'ouvrier ne dispose que de sa force de travail. C'est pourquoi le contrat entre capital et travail ne peut jamais reposer sur des conditions justes, même dans le sens que donne au mot de justice la société qui oppose la propriété des moyens matériels de la vie et du travail à la force productive vivante. L'unique force sociale des travailleurs réside dans leur nombre. Mais la force du nombre est brisée par le manque d'union. Le manque d'union des ouvriers est produite et perpétuée par leur concurrence réciproque inévitable. »

« Les associations de métier sont nées à l'origine des tentatives spontanées des ouvriers pour éliminer ou tout au moins limiter cette concurrence afin d'obtenir des contrats les élevant au moins au-dessus de la position de purs et simples es-

claves. Leur but immédiat était donc limité aux besoins du moment, à la simple défense contre les usurpations continuelles du capital, et en somme à des questions de salaire et de temps de travail. »

« Cette activité est non seulement légitime, mais nécessaire. On ne peut s'en passer tant que subsiste le mode de production actuel. Au contraire, il est nécessaire de la généraliser en fondant des associations de métier dans tous les pays et en les unifiant. D'autre part, sans en avoir conscience, ces organisations sont devenues des centres d'organisation de la classe ouvrière, tout comme l'ont été, pour la bourgeoisie, les Communes médiévales et les guildes. Nécessaires pour la guérilla entre capital et travail, elles le sont encore plus comme force organisée pour la suppression du travail salarié lui-même et de la domination du Capital. »

Extrait de la Neuvième Résolution sur « L'action politique de la classe ouvrière » adoptée par la Conférence de Londres en septembre 1871 par la 1^{re} Internationale.

« Considérant que, contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'autant qu'il est organisé dans un parti politique distinct de tous les vieux partis formés par les classes possédantes et opposé à eux ;

« Que cette organisation du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale dont le but final est l'abolition des classes ;

« Que la coalition des forces ouvrières déjà obtenue par les luttes économiques doit servir au prolétariat de levier dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploités ;

« La Conférence rappelle aux membres de l'Internationale que le mouvement économique et l'action politique de la classe ouvrière en lutte sont indissolublement liés. »

(Suite et fin au prochain numéro).